



LE MEILLEUR MÉDICAMENT, AU JUSTE PRIX

Interview de M. Ali Sedrati,
Président de l'AMIP*

L'Officinal : *Le médicament est-il réellement plus cher au Maroc et comment expliquer sa cherté par rapport aux autres pays ?*

M. A. Sedrati : Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le médicament au Maroc n'est pas aussi cher que cela. Sur la base de certaines analyses concrètes, près de 70% des médicaments seraient moins chers au Maroc que dans beaucoup d'autres pays. Parmi ces produits, un nombre important est moins cher qu'en Tunisie, nation à laquelle le rapport de la Mission d'Information sur le Prix du Médicament au Maroc fait référence. Il faut savoir que le prix du médicament est centralisé et soumis à un système de compensation par l'état tunisien à l'inverse du Maroc qui a opté pour un système libéral tout en maîtrisant la fixation du prix par l'administration. Même si la consommation en médicaments est dérisoire au Maroc par rapport à la France, les prix de ceux-ci restent globalement moins chers qu'en France. D'ailleurs, une enquête qui a été faite par l'IMS health (Information Médicale et Statistique), a montré que sur 21 pays étudiés, le Maroc est l'un des moins onéreux. Seuls deux pays pratiquent des prix moins élevés.

Le médicament est un produit industriel dont le prix dépend de beaucoup de composantes : prix d'achat des matières premières, coûts importants des investissements dont ceux relatifs à la qualité

du médicament, poids des charges, des impôts et taxes, etc....

D'autre part, ce prix n'explique pas, à lui seul, la faible accessibilité au médicament. D'autres facteurs entrent en ligne de compte :

- au Maroc, la couverture sociale n'est malheureusement que de 35% (selon l'ANAM) alors qu'elle est supérieure à 80% en Algérie et en Tunisie;
- le pouvoir d'achat des ménages est faible;
- les infrastructures sanitaires privées et publiques sont souvent insuffisantes ou mal rentabilisées;
- les ressources humaines constituées par les médecins, les pharmaciens, les infirmiers ne sont pas toujours utilisées à bon escient du fait des conditions économiques précaires dans lesquelles elles exercent actuellement leurs activités. Alors que ces acteurs de la santé pourraient apporter une contribution très bénéfique à toute politique de santé qui vise à améliorer l'accès aux soins. De même que l'apport d'autres intervenants concernés par l'amélioration de la santé pourrait jouer un rôle important comme ceux, par exemple, responsable de l'éducation.

Il est important de rappeler que c'est grâce aux encouragements des autorités marocaines et au dynamisme des opérateurs privés nationaux et internationaux que notre pays a pu développer une industrie pharmaceutique très performante, industrie qui lui permet d'assurer 70% de la consommation nationale par la fabrication locale.

En tant que citoyens marocains, nous devons être fiers du système pharmaceutique marocain, depuis le début de la chaîne (fabrication ou importation) en passant par la distribution jusqu'à la délivrance du médicament par le pharmacien d'officine.

Il faut rendre hommage à nos autorités, au Plus Haut lieu, d'avoir mis en place une réglementation rigoureuse en la matière et ce, depuis l'indépendance et d'avoir encouragé le développement de tout ce secteur pharmaceutique, qui fait partie aujourd'hui du patrimoine marocain.

Il faut aussi rendre hommage à tous les acteurs et opérateurs de ce secteur en général et avec une estime particulière pour les pharmaciens d'officine pour la réalisation du mieux possible de leur mission malgré des conditions économiques de plus en plus dégradées dans lesquelles ils exercent.

Aujourd'hui, ce système garantit à nos citoyens une maîtrise de son approvisionnement avec une qualité et une sécurité d'utilisation et de disponibilité irréprochables.

Bien que nous ayons le même souci que nos autorités et nos respectables élus d'améliorer et d'élargir l'accès aux médicaments, nous sommes confrontés à des contraintes économiques, industrielles et socioéconomiques nationales et internationales.

Il est vrai que certains médicaments restent plus chers que d'autres en raison entre autres, de certains dysfonctionnements qui existent d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays. Au Maroc, l'administration procède à une première régulation des prix en les définissant par rapport aux pays d'origine et aux concurrents éventuels. Le deuxième système de régulation devrait être assuré par l'ANAM qui a la possibilité d'intervenir sur les prix en jouant sur le remboursement des médicaments. Par conséquent, l'administration devrait régler ces dysfonctionnements, en toute responsabilité tout en mettant à contribution les acteurs principaux concernés que sont les médecins et les pharmaciens.

Nous saluons la démarche des parlementaires parce qu'elle témoigne d'un intérêt louable des représentants du peuple à une question stratégique qui est essentielle pour nos concitoyens pour lesquels le prix revêt une grande importance. Mais, il faut rappeler que le problème du prix du médicament ne date pas d'aujourd'hui puisqu'une procédure de fixation des prix existe depuis 1969.

Cette procédure se trouve malheureusement caduque et sa mise à jour impérative est en cours d'achèvement par le ministère de la santé. Notre association l'AMIP, ayant le même souci d'amélioration de l'accès aux médicaments, a également sollicité cette réactualisation de la procédure de fixation des prix.

L'Officinal : Ne pensez-vous pas qu'il est temps que les industriels marocains opèrent des rapprochements bénéfiques pour rentabiliser davantage leurs unités et devenir plus compétitifs ?

M. A. Sedrati : Notre secteur n'a pas attendu ce rapport pour s'engager dans une étude stratégique du domaine pharmaceutique marocain, en vue de son développement pour améliorer l'accès aux médicaments d'une part, et d'autre part pour dynamiser son essor à l'international. Cette démarche avait été initiée, il y a 4 ans, par le docteur Biadiallah et par monsieur Mezouar, qui étaient respectivement, Ministre de la santé et Ministre de l'industrie. Elle a été ensuite réellement effectuée avec l'appui de la Ministre de la santé, Mme Yasmina Baddou et du Ministre de l'industrie, M. Ahmed Réda Chami. Ce travail, réalisé par un bureau d'étude, le "Boston Consulting Groupe", a été finalisé en octobre 2009. Celui-ci a permis de poser un diagnostic sur l'industrie pharmaceutique au Maroc, mettant en avant ses points forts et ses points faibles. Pour ce faire, ce bureau de consulting a comparé le Maroc avec des pays d'un niveau équivalent dans le domaine des médicaments et de la santé. Cette étude a été conclue par l'établissement d'un Master Plan pour les dix années à venir, avec pour objectif le développement socio-économique de ce secteur en préservant l'intérêt du citoyen marocain. D'autre part, cette étude a mis en avant les synergies possibles entre les industriels afin de développer ce secteur et de le rendre plus compétitif. Ce cabinet propose de dynamiser l'Offshoring, d'encourager le rapprochement entre les industriels, de mettre en place d'autres activités telles que les essais cliniques et de recourir à des stratégies communes dans le domaine de l'exportation.

Et en effet, pour répondre de manière précise à votre question, la synergie entre les industriels marocains nationaux et internationaux ne peut être que bénéfique pour la rentabilisation des outils de production, et par voie de conséquence, pour l'amélioration du prix du médicament pour le citoyen et pour le développement international.

L'Officinal : Pensez-vous que le médicament générique est une des solutions à envisager pour réduire le coût des traitements ?

M. A. Sedrati : La promotion du médicament générique est à coup sûr, une solution indiscutable pour améliorer l'accès aux médicaments. C'est une voie certaine et mondiale. C'est pour cette raison que de

LE MEILLEUR MÉDICAMENT, AU JUSTE PRIX

nombreux pays y ont recours. Rappelons que dans le monde, seul 20 % de la population a accès aux soins médicaux. A titre de comparaison, la consommation mondiale pour les médicaments est de 700 milliards de \$ US par an environ et sur ces 700 milliards de \$, près de la moitié est consommée par les USA, 25 % par le Japon et l'Asie proche, 30% par l'Europe et seulement 1,3 % par l'ensemble des pays d'Afrique. En d'autres termes, 80 % des médicaments produits mondialement sont consommés par seulement 20% de la population mondiale. Et si la consommation en médicament par habitant et par an est d'environ 700 dollars aux USA et en Europe, elle n'est malheureusement que de 30 dollars au Maroc.

L'administration marocaine a compris que l'amélioration de l'accès aux médicaments passera obligatoirement par la promotion du médicament générique. Les industriels s'inscrivent également dans cette optique. Cela étant dit, on ne peut pas nier, ni mettre de côté l'intérêt des médicaments innovants dont l'apport a permis à la médecine de faire de grands progrès. Et sans princeps, il ne peut y avoir de médicaments génériques. Il faut rendre hommage à tous les groupes internationaux qui ont fait confiance à notre pays et qui ont investi dans la fabrication et la mise à disposition des marocains de leurs derniers médicaments innovants et ont favorisé, par la même occasion, un transfert technologique totalement au bénéfice des opérateurs de notre pays (de l'employé de base au plus haut cadre qui sont, dans leur presque quasi-totalité, des marocains).

Malheureusement, certains médicaments innovants restent souvent inabordables en raison de leur prix soumis aux investissements de développement de plus en plus lourds et à des règles économiques mondiales qui sont indiscutablement à réviser pour une meilleure équité pour tous les citoyens du monde. Par conséquent, une redéfinition des règles économiques à l'échelle internationale entre pays riches et pays en voie de développement ou moins avancés, s'avère indispensable pour permettre d'adapter les prix des médicaments aux niveaux des conditions socio-économiques des différentes régions du monde.

L'Officinal : Depuis la publication du rapport de la mission, les points de vue des industriels semblent diverger. Les industriels vont-ils adopter une stratégie commune pour répondre aux attentes de l'administration ?

*Laboratoires pharmaceutiques membres de l'AMIP

Afric Phar, Bayer HealthCare, Bottu, Cooper Maroc, Ergo Maroc, Galénica, Génération Santé, Genpharma, GlaxoSmithkline Maroc, Hemolab Pharma, Iberma, Ipharma, Laprophan, Maphar Sanofi Aventis, MC Pharma, Pharma 5, Pharmed, Pharmaceutical Institute, Promopharm, Polymedic, Servier Maroc, Sothéma, Soludia Maghreb, Steripharma et Synthémedic.

M. A. Sedrati : Nous avons nous-mêmes été interpellés par les membres de la Mission d'Information sur le Prix du Médicament au Maroc, dès février 2009, pour nous exprimer sur le problème de la cherté du médicament et particulièrement sur les prix d'achat des médicaments par la CNOPS. Nous avons répondu du mieux possible et nous avons confirmé aux membres de cette mission que nous étions à leur disposition, pour agir en toute transparence, dans l'intérêt du citoyen.

Aussi, notre surprise a été grande de voir ce "rapport à charge" mis sur la place publique sans une concertation plus approfondie. Et ceci appelle deux critiques de notre part :

1- La première est en rapport avec son contenu puisque nous remettons en question la méthodologie adoptée qui pêche entre autres, par un nombre réduit de médicaments étudiés et par un benchmarking incluant des pays ayant un système de régulation des prix différents du notre.

2- La deuxième critique porte sur le préjudice causé à tout le secteur pharmaceutique qui a été livré en pâture à une certaine presse qui n'a brillé ni par son objectivité ni par la véracité de certains faits avancés. Ceci a donné lieu, malheureusement, à certains dérapages médiatiques et à des interprétations pour le moins discutables et même tendancieuses.

Soucieux de rester au-dessus de ces griefs, nous avons publié un communiqué de presse dans lequel nous avons signalé au parlement et à l'administration que nous étions ouverts au débat le plus large, le plus transparent et le plus responsable sur tous les problèmes et les questions qui touchent aux médicaments, avec un souci constant, à savoir : "Le meilleur médicament, au juste prix pour nos citoyens".

Au Maroc, il existe deux associations des industriels pharmaceutiques : l'une, la plus ancienne, l'AMIP (Association Marocaine de l'Industrie Pharmaceutique) représente la plus grande partie des sociétés nationales et quelques multinationales. La deuxième, le MIS (Maroc Innovation et Santé), créée il y a environ 5 ans, représente 13 laboratoires internationaux.

Certains industriels appartiennent même à ces deux associations.

Entre l'AMIP et le MIS, nous avons une prise de position commune vis-à-vis du rapport de la commission parlementaire, au sujet duquel nous avons émis les mêmes critiques. L'ensemble des opérateurs de ces deux associations ont affirmé leur volonté de chercher une solution à la cherté du médicament.

Propos recueillis par Mme C. de Fourcaud et M. A. Derraji